

ARCHIVES HISTORIQUES DE LA COMMISSION

COLLECTION
DES DOCUMENTS "SP"

Dossier SP (80) 361

Vol. 1980/0005

Disclaimer

- Conformément au règlement (CEE, Euratom) n° 354/83 du Conseil du 1er février 1983 concernant l'ouverture au public des archives historiques de la Communauté économique européenne et de la Communauté européenne de l'énergie atomique (JO L 43 du 15.2.1983, p. 1) modifié en dernier lieu par le règlement (UE) 2015/496 du Conseil du 17 mars 2015 (JO L 79 du 25. 3.2015, p. 1), ce dossier est ouvert au public. Le cas échéant, les documents classifiés présents dans ce dossier ont été déclassifiés conformément à l'article 5 dudit règlement ou sont considérés déclassifiés conformément aux articles 26(3) et 59(2) de la décision (UE, Euratom) 2015/444 de la Commission du 13 mars 2015 concernant les règles de sécurité aux fins de la protection des informations classifiées de l'Union européenne.
- In accordance with Council Regulation (EEC, Euratom) No 354/83 of 1 February 1983 concerning the opening to the public of the historical archives of the European Economic Community and the European Atomic Energy Community (OJ L 43, 15.2.1983, p. 1), as last amended by Council Regulation (EU) 2015/496 of 17 March 2015 (OJ L 79, 27.3.2015, p. 1), this file is open to the public. Where necessary, classified documents in this file have been declassified in conformity with Article 5 of the aforementioned regulation or are considered declassified in conformity with Articles (26.3) and 59(2) of the Commission Decision (EU, Euratom) 2015/444 of 13 March 2015 on the security rules for protecting EU classified information.
- In Übereinstimmung mit der Verordnung (EWG, Euratom) Nr. 354/83 des Rates vom 1. Februar 1983 über die Freigabe der historischen Archive der Europäischen Wirtschaftsgemeinschaft und der Europäischen Atomgemeinschaft (ABl. L 43 vom 15.2.1983, S. 1), zuletzt geändert durch die Verordnung (EU) Nr. 2015/496 vom 17. März 2015 (ABl. L 79 vom 25.3.2015, S. 1), ist dieser Akt der Öffentlichkeit zugänglich. Soweit erforderlich, wurden die Verschlussachen in diesem Akt in Übereinstimmung mit Artikel 5 der genannten Verordnung freigegeben; beziehungsweise werden sie auf Grundlage von Artikel 26(3) und 59(2) der Entscheidung der Kommission (EU, Euratom) 2015/444 vom 13. März 2015 über die Sicherheitsvorschriften für den Schutz von EU-Verschlussachen als herabgestuft angesehen.

Bruxelles, le 23/1/80

SP(80)361

NOTE POUR MM. LES MEMBRES DE LA COMMISSION

QUESTIONS PARLEMENTAIRES PROCEDURE ECRITE N° Q.E. 0135/80

ACCELEREE - REPONSE FACTUELLE

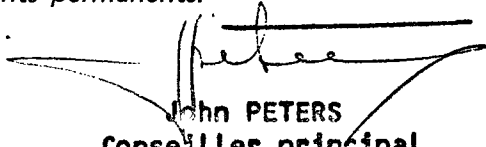
Délai : LUNDI 28 JANVIER 1980 - 12 H

Observations éventuelles à M. BURATTINI - tél. 2324 BERL. 11/92

OBJET : Adoption du projet de réponse à la question écrite n° 1117/79
posée par MM. SASSANO et LIMA
sur le remboursement des restitutions

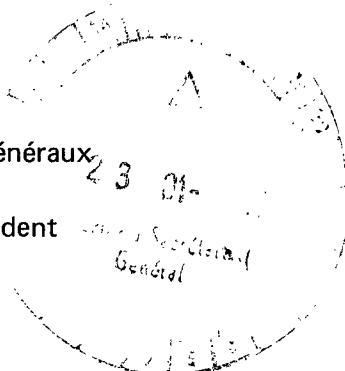
projet établi par M. DAVIGNON

Aussitôt après l'approbation de ce texte de réponse, celui-ci sera, avant d'être transmis au Parlement Européen, communiqué au Conseil pour l'information du Comité des Représentants permanents.


John PETERS
Conseiller principal

P.J. question
projet de réponse

Copie à : MM. les Directeurs Généraux
Service Juridique
Cabinet de M. le Président



#

PARLEMENT EUROPÉEN

Question écrite n° 1117/79

de MM. Sassano et Lima

à la Commission des Communautés européennes

Objet : Remboursement des restitutions

Il s'avère que pour les exportations de produits de confiserie d'Italie vers des pays tiers, transitant par un autre Etat membre, certaines douanes de l'Etat membre de sortie tardent considérablement à restituer les formulaires de contrôle modèle T 5.

Il est très important pour les opérateurs que ces formulaires leur soient remis en temps utile, car ils représentent un des moyens de preuve justifiant le droit aux restitutions, droit qui est forclos dans un délai de 6 mois après les opérations d'exportation.

Les bons de contrôle n° 3 des formulaires T 1 et T 2 concernant respectivement les marchandises en transit communautaire intérieur et extérieur sont aussi remis avec retard ce qui, dans le cas d'espèce, conduit à de sérieuses difficultés dans la libération de la garantie accordée pour l'exportation et oblige l'opérateur à montrer, par d'autres preuves, que l'opération a été menée à bonne fin.

Pour remédier à ces inconvénients, la Commission ne pense-t-elle pas que la restitution des formulaires précités pourrait se faire directement entre les opérateurs intéressés et non plus par l'intermédiaire des douanes ?

Embargo pour diffusion et publication : le 15 novembre 1979

La suggestion des Honorables Parlementaires de confier le renvoi des exemplaires de contrôle T n° 5 et des exemplaires n° 3 des déclarations de transit communautaire non plus aux services douaniers, mais aux opérateurs dans l'Etat membre de destination, afin de pallier certains retards préjudiciables constatés dans le renvoi des documents, est une voie qui a été explorée par les services de la Commission.

Mais, après un examen approfondi, il est apparu que les avantages d'une telle procédure au bénéfice des intéressés seraient plutôt hypothétiques du fait que l'opérateur dans l'Etat membre de destination n'a pas nécessairement les mêmes intérêts que l'expéditeur à un renvoi rapide des documents.

En outre, il convient de ne pas oublier que la procédure actuelle relative au renvoi du document par voie administrative, a pour effet de limiter les risques de fraude pouvant consister en substitutions, falsifications ou même création de faux documents, or, la formule suggérée n'offrirait plus les mêmes garanties à cet égard.

L'attention des services douaniers est régulièrement appelée sur la nécessité absolue d'un renvoi rapide des exemplaires T n° 5, dès l'accomplissement des formalités de contrôle.

En ce qui concerne l'exemplaire n° 3 des déclarations de transit communautaire, il a été convenu au sein du Comité du transit communautaire chargé de la gestion de ce régime que ces exemplaires devraient être renvoyés dans un délai maximum de dix jours ouvrables à compter de la présentation de l'envoi.

A cet égard, l'évolution qui se traduit par la création, dans la plupart des Etats membres, de bureaux centralisateurs chargés de collecter ces documents ainsi que la possibilité leur en est offerte par la réglementation communautaire, est de nature à améliorer la situation.

Chaque fois qu'ils ont eu connaissance de difficultés particulières en la matière, les services de la Commission sont intervenus auprès des administrations concernées et sont prêts à le faire à nouveau s'il apparaissait que les arrangements convenus avec les Etats membres n'étaient pas respectés.

TEXTE E

Bruxelles, le 23/1/80

SP(80)361

NOTE POUR MM. LES MEMBRES DE LA COMMISSION

QUESTIONS PARLEMENTAIRES PROCEDURE ECRITE N° Q.E. 0135/80

ACCELEREE - REPONSE FACTUELLE

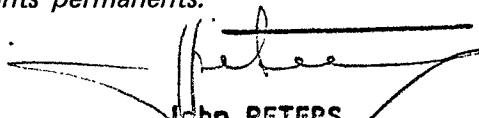
Délai: LUNDI 28 JANVIER 1980 - 12 H

Observations éventuelles à M. BURATTINI - tél. 2324 BERL. 11/92

OBJET : Adoption du projet de réponse à la question écrite n° 1117/79
posée par MM. SASSANO et LIMA
sur le remboursement des restitutions

projet établi par M. DAVIGNON

Aussitôt après l'approbation de ce texte de réponse, celui-ci sera, avant d'être transmis au Parlement Européen, communiqué au Conseil pour l'information du Comité des Représentants permanents.


John PETERS
Conseiller principal

P.J. question
projet de réponse

Copie à : MM. les Directeurs Généraux
Service Juridique
Cabinet de M. le Président



EUROPEAN PARLIAMENT

Written Question No. 1117/79

by Mr Sassano and Mr Lima

to the Commission of the European Communities

Subject: Disbursement of refunds

It appears that, in the area of Italian confectionery exports to third countries via another Member State, some customs offices in the member country from which the goods leave the Community are very tardy in sending back the record sheets (Form T.5.).

It is very important for the original exporters to receive these forms in good time, as they are a means of establishing their right to refunds, an entitlement which expires 6 months after the export has taken place.

There are also delays in the return of counterfoil No. 3 of forms T1 and T2, concerning goods in, respectively, internal and external Community transit. Delays in this case seriously hold up the release of the export guarantee deposit, forcing the exporter to furnish alternative proof of completion of the export operation.

Would it be possible, in the Commission's view, for these forms to be sent back directly by the agents concerned, instead of by the customs, so as to obviate the difficulties described?

Release date for distribution and publication: 15 November 1979

ANSWER TO WRITTEN QUESTION No 1117/79 BY MR SASSANO AND MR LIMA

The Honourable Members' suggestion that, in order to obviate harmful delays in the return of Control Copies T No 5 and Copies No 3 of Community transit declaration forms, they should be returned by the party in the Member State of destination rather than by the customs authorities has already been explored by the Commission's departments.

However, a thorough examination of the matter showed that the advantages to those concerned would be somewhat hypothetical, since the party in the Member State of destination would not necessarily have the same interest as the consignor in the speedy return of the documents.

It should also be remembered that the present procedure, whereby documents are returned through administrative channels, helps to limit the danger of fraud through substitution, falsification or even forgery of documents, and that the method suggested would be less safe.

The attention of customs authorities is regularly drawn to the absolute necessity of returning Control Copies T No 5 as soon as checking formalities have been completed.

As regards copies No 3 of the Community transit declaration forms, it has been agreed in the Community Transit Committee, which is responsible for administering the procedure, that these should be returned within not more than ten working days of presentation of the consignment.

Since most Member States are tending to set up central offices for collecting these documents, as they may do under Community legislation, the situation is likely to improve.

Whenever they have become aware of particular difficulties in this connection, the Commission's departments have brought them to the attention of the administrations concerned and are prepared to do so again in the event of the arrangements agreed between Member States not being observed.

TEXTE D

Bruxelles, le 23/1/80

SP(80)361

NOTE POUR MM. LES MEMBRES DE LA COMMISSION

QUESTIONS PARLEMENTAIRES PROCEDURE ECRITE N° Q.E.0135/80

ACCELEREE - REPONSE FACTUELLE

Délai : LUNDI 28 JANVIER 1980 - 12 H.

Observations éventuelles à M. BURATTINI - tél. 2324 BERL. 11/92

OBJET : Adoption du projet de réponse à la question écrite n°1117/79

posée par MM. SASSANO et LIMA

sur le remboursement des restitutions

projet établi par M. DAVIGNON

Aussitôt après l'approbation de ce texte de réponse, celui-ci sera, avant d'être transmis au Parlement Européen, communiqué au Conseil pour l'information du Comité des Représentants permanents.


John PETERS
Conseiller principal

P.J. question
projet de réponse

Copie à : MM. les Directeurs Généraux
Service Juridique
Cabinet de M. le Président



#

EUROPÄISCHES PARLAMENT

Schriftliche Anfrage Nr. 1117/79
der Abgeordneten Sassano und Lima
an die Kommission der Europäischen Gemeinschaften

Betrifft: Zahlung der Rückerstattungen

Bei der Ausfuhr von Süßwaren aus Italien in Drittländer über einen anderen Mitgliedstaat kommt es an einigen Zollstellen des ausführenden Mitgliedslandes zu erheblichen Verzögerungen bei der Rückgabe der Kontrollformulare T 5.

Für die jeweiligen Marktteilnehmer ist die rechtzeitige Rückgabe dieser Formulare sehr wichtig, da sie bei der Inanspruchnahme der Ausfuhrerstattungen als Belege dienen und das Recht auf Inanspruchnahme dieser Erstattungen 6 Monate nach der Ausfuhr verfällt.

Ferner werden die Gegenseiten Nr. 3 der T1- und T2-Formulare für Waren im inner- bzw. außergemeinschaftlichen Warentransitverkehr zu spät zurückgegeben. In diesem Fall führt die Verzögerung zu schweren Störungen bei der Bewilligung der Ausfuhrgarantie, da der Marktteilnehmer den positiven Ausgang des Geschäfts auf andere Weise belegen muß.

Ist die Kommission nicht der Ansicht, daß sich diese Schwierigkeiten dadurch beheben ließen, daß die Rückgabe der genannten Formulare nicht mehr über die Zollstellen, sondern direkt zwischen den jeweiligen Marktteilnehmern erfolgt?

Sperrfrist für Verteilung und Veröffentlichung: 15. November 1979

Der Vorschlag der Herren Abgeordneten, die Rücksendung des Kontrollexemplars T Nr. 5 sowie des Exemplars Nr. 3 der Versandmeldung nicht mehr durch die Zollstellen, sondern durch die Marktteilnehmer im Bestimmungsmitgliedstaat vornehmen zu lassen, um dadurch gewisse bei der Rücksendung dieser Dokumente aufgetretene nachteilige Verzögerungen zu vermeiden, ist eine Möglichkeit, die auch von den Dienststellen der Kommission bereits geprüft wurde.

Eine sorgfältige Untersuchung hat jedoch gezeigt, dass die Vorteile dieses Verfahrens für die Beteiligten weitgehend hypothetischer Art sind, da der Marktteilnehmer im Bestimmungsmitgliedstaat nicht zwangsläufig das gleiche Interesse an einer raschen Rücksendung der Dokumente hat wie der Absender.

Ausserdem darf man nicht vergessen, dass das derzeitige Verfahren der Rücksendung der Dokumente auf dem Verwaltungswege die Gefahr von Betrügereien durch Vertauschung, Fälschung oder Ausstellung falscher Dokumente eindämmt; das vorgeschlagene Verfahren würde nicht die gleichen Garantien bieten.

Die Zollbehörden werden regelmässig darauf hingewiesen, dass eine rasche Rücksendung der Kontrollexemplare T Nr. 5 unmittelbar nach Erfüllung der Kontrollförmlichkeiten unbedingt notwendig ist.

Bezüglich des Exemplars Nr. 3 der Versandmeldung ist im Ausschuss für das gemeinschaftliche Versandverfahren, der für die Verwaltung dieser Regelung zuständig ist, vereinbart worden, dass die Rücksendung innerhalb von Höchstens 10 Arbeitstagen nach Gestellung der Sendung zu erfolgen hat.

Die Tatsache, dass in den meisten Mitgliedstaaten inzwischen zentrale Zollstellen mit der Zusammenfassung dieser Dokumente betraut worden sind, wie dies nach dem Gemeinschaftsrecht möglich ist, dürfte dazu beitragen, dass sich die Lage bessert.

Sooft den Dienststellen der Kommission besondere Schwierigkeiten auf diesem Gebiet zur Kenntnis gebracht werden, haben sie Demarchen bei den betreffenden Verwaltungen unternommen; sie sind bereit, erneut einzugreifen, wenn sich zeigen sollte, dass die mit den Mitgliedstaaten getroffenen Vereinbarungen nicht eingehalten werden.

Fort auf die schriftliche Anfrage Nr. 1117/79 der Herren SASSANO und LIMA -

Der Vorschlag der Herren Abgeordneten, die Rücksendung des Kontrollexemplars T Nr. 5 sowie des Exemplars Nr. 3 der Versandmeldung nicht mehr durch die Zollstellen, sondern durch die Marktteilnehmer im Bestimmungsmitgliedstaat vornehmen zu lassen, um dadurch gewisse bei der Rücksendung dieser Dokumente aufgetretene nachteilige Verzögerungen zu vermeiden, ist eine Möglichkeit, die auch von den Dienststellen der Kommission bereits geprüft wurde.

Eine sorgfältige Untersuchung hat jedoch gezeigt, dass die Vorteile dieses Verfahrens für die Beteiligten weitgehend hypothetischer Art sind, da der Marktteilnehmer im Bestimmungsmitgliedstaat nicht zwangsläufig das gleiche Interesse an einer raschen Rücksendung der Dokumente hat wie der Absender.

Ausserdem darf man nicht vergessen, dass das derzeitige Verfahren der Rücksendung der Dokumente auf dem Verwaltungswege die Gefahr von Betrugereien durch Vertauschung, Fälschung oder Ausstellung falscher Dokumente eindämmt; das vorgeschlagene Verfahren würde nicht die gleichen Garantien bieten.

Die Zollbehörden werden regelmässig darauf hingewiesen, dass eine rasche Rücksendung der Kontrollexemplare T Nr. 5 unmittelbar nach Erfüllung der Kontrollförmlichkeiten unbedingt notwendig ist.

Bezüglich des Exemplars Nr. 3 der Versandmeldung ist im Ausschuss für das gemeinschaftliche Versandverfahren, der für die Verwaltung dieser Regelung zuständig ist, vereinbart worden, dass die Rücksendung innerhalb von Höchstens 10 Arbeitstagen nach Gestellung der Sendung zu erfolgen hat.

Die Tatsache, dass in den meisten Mitgliedstaaten inzwischen zentrale Zollstellen mit der Zusammenfassung dieser Dokumente betraut worden sind, wie dies nach dem Gemeinschaftsrecht möglich ist, dürfte dazu beitragen, dass sich die Lage bessert.

Sooft den Dienststellen der Kommission besondere Schwierigkeiten auf diesem Gebiet zur Kenntnis gebracht werden, haben sie Demarchen bei den betreffenden Verwaltungen unternommen; sie sind bereit, erneut einzugreifen, wenn sich zeigen sollte, dass die mit den Mitgliedstaaten getroffenen Vereinbarungen nicht eingehalten werden.